

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MAI PROCHAIN

Le RCD brandit la menace du boycott

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) pourrait faire l'impasse sur les prochaines élections législatives. Dans un communiqué rendu public hier, le parti estime que la participation au scrutin dans les conditions qui prévalent en matière de préparation et de surveillance équivaut à se rendre complice d'un système qui a renié et trahi les sacrifices et les espoirs du peuple algérien.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le parti de Saïd Sadi, qui n'a pas affiché jusque-là un enthousiasme à être de la prochaine compétition électorale, tant est qu'il jugeait absents les gages d'équité et de transparence, se dit convaincu qu'«à moins d'être reportées à une date ultérieure, les législatives de 2012 n'échapperont pas à la traditionnelle répartition des quotas décidée par les officines, politique qui est la base de la régression nationale».

Sa conclusion, le RCD l'assoit sur une série d'éléments tangibles, comme les lois votées dernièrement par le Parlement et la surveillance internationale telle que comprise par les autorités algériennes.

«Plus généralement, les dernières lois, votées par le Parlement, concourent toutes à renforcer la centralisation, l'opacité et la censure. On ne peut pas interdire à une association algérienne de coopérer avec ses homologues étrangères et prétendre construi-

re un climat politique favorisant un scrutin transparent», écrit le RCD dans son communiqué et qui, en toute logique, donc, chute sur une menace de rester, dans ces conditions, hors course électorale. «Pour ce qui le concerne, le RCD a toujours été clair : il ne peut y avoir d'élections crédibles si les conditions sérieuses d'une surveillance internationale, tant au plan de la préparation que de l'observation, ne sont pas réunies.

Participer au détournement de la volonté populaire au moment où les contestations rappellent quotidiennement, dans le pays et la région, l'impératif de faire du citoyen l'acteur et l'arbitre de la vie publique reviendrait à se rendre complice d'un système qui a renié et trahi les sacrifices et les espoirs du peuple algérien.»

Le RCD s'est rendu à cette conviction après que sa demande de surveillance internationale de qualité et massive est demeurée lettre morte. En effet, le ministre des Affaires étrangères a eu beau

s'épancher longuement sur la surveillance internationale des prochaines élections législatives, il aura en définitive manqué de faire revenir le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de son appréhension d'une fraude électorale annoncée. Tirant les enseignements de l'observation européenne de l'élection présidentielle d'avril 2004, le Rassemblement pour la culture et la démocratie conclut, dans un communiqué rendu public hier, que, telle qu'elle se présente, la surveillance sollicitée par les autorités algériennes auprès de l'Union européenne manquera aux standards internationaux.

L'annonce tout récemment par le ministre de l'Intérieur de la tenue des élections législatives à la mi-mai 2012, note le parti, est en porte-à-faux avec les standards internationaux, lesquels supposent, précise-t-il, une phase de préparation et une phase d'observation. «Pour l'instant, le pouvoir a d'ores et déjà ignoré les phases de la préparation où se joue l'essentiel d'une élection.

En effet, le fichier électoral où une même personne est inscrite trois, quatre, voire dix fois est toujours en vigueur, un stock de près de 3 millions de voix est prêt à être distribué entre les quotas



Photo : Samir Sid

Pour Sadi, il ne peut y avoir d'élections crédibles si les conditions sérieuses ne sont pas réunies.

retenus. La concentration des bureaux et la gestion des centres de vote dépendront, cette fois encore, du seul bon vouloir de l'administration», dénonce le RCD, après avoir rappelé qu'en 2004, l'Union européenne, dépechant une poignée d'observateurs, a été instrumentalisée par Alger pour légitimer, sur la scène internationale, la fraude dans une élection présidentielle où la participation n'a pas dépassé les 15%. Suite à cette manipulation et grâce aux protestations des

démocrates algériens et au sursaut moral et politique de certains députés européens, Bruxelles (Parlement et Commission) avait décidé de ne plus s'impliquer dans les processus électoraux algériens». Le RCD, en guise d'illustration, donne à méditer l'exemple tunisien où c'était l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) et non le ministère de l'Intérieur qui était chargée, entre autres, de revoir le fichier électoral.

S. A. I.

Manifestation et contre-manifestation ce mercredi devant l'ambassade d'Algérie à Paris

Les uns ont appelé à un rassemblement ce mercredi 12 janvier à 17h devant l'ambassade appelant «à une mobilisation pour l'instauration d'un Etat algérien de droit régi par les principes démocratiques et de bonne gouvernance». D'autres leur grillent la politesse en appelant quelques jours plus tard à un rassemblement le même jour, au même endroit, mais une demi-heure avant. Pour y faire quoi ? Pour manifester contre «BHL qui veut la dislocation de l'Algérie». Ça promet de belles empoignades.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Le premier communiqué nous est parvenu de «Rachad», association créée par Mourad Dhina, un ancien du FIS et qui active en France mais aussi en Angleterre. Rachad, qui veut dire en arabe, la bonne direction, le bon chemin, pose une série de questions : pourquoi 200 000 morts et des milliers de disparus alors que les coupables sont libres sans jugement.

Pourquoi le pouvoir algérien est-il corrompu à tous les niveaux ? Pourquoi le DRS, qu'il qualifie de «police politique», tient-il d'«une main de fer» le pays ? Pourquoi le peuple vit le calvaire avec un système de santé déplorable alors qu'au même moment «les choyés du régime vont se soigner à l'étranger ? Pourquoi aussi le MAE algérien se fait auditionner «comble de l'indécence» par des députés français ?

Et pour finir, Rachad s'interroge encore pourquoi le pays est géré comme «un bazar» et que son économie, son éducation et sa culture se dégradent continuelle-



Photo : DR

Mourad Dhina se prépare à mobiliser pour les législatives à venir.

ment. Pour toutes ces questions, les responsables de cette association ne voient qu'une seule solution : «Rendre le pouvoir au peuple algérien en commençant par fédérer toutes les Algériennes et Algériens en vue d'un changement radical et non violent de la nature du régime actuel.»

Là, l'appel est clair. Rachad se prépare à mobiliser pour les législatives à venir, à reconstituer les troupes du FIS, celui-là même qui fit tant de morts et que l'association a l'air de blanchir de tout crime. Le choix de la date du rassemblement est tout aussi significatif – le 11 janvier que Rachad qualifie de «triste anniversaire du coup d'Etat du 11 janvier 1992. C'est leur combat, et ils n'ont pas tort de vouloir mobiliser leurs troupes. Comme riposte à cet appel au rassemblement, l'on nous a rendu destinataire d'un communiqué-tract, disent ses expéditeurs – pour le moins surréaliste

dans le ton et dans le contenu. Quant aux expéditeurs, ils se définissent comme «le collectif d'associations des Algériens de France». Un collectif complètement inconnu ici en France. Notons, par ailleurs, et lorsque l'on se nomme collectif, la bonne pratique veut que l'on énumère les noms des associations qui composent ce collectif et dans ce cas précis, aucune précisions de ce type.

Mais là n'est pas le plus important. D'abord le titre du tract, écrit en grosses lettres : «BHL veut la dislocation de l'Algérie.» Et tout le contenu appelant à la mobilisation est de cette tonalité. L'Algérie est menacée par BHL. Nous sommes des guerriers qui avons fait la preuve de notre nationalisme et personne ne pourra nous vaincre. L'on a beau ne pas avoir BHL pour notre tasse de thé matinale, être convaincu qu'il manipule à tout-va, que

son combat pour les droits de l'Homme et la démocratie est très sélectif et son paternalisme insupportable, l'on ne comprend pas la sortie de ce collectif, braquée sur BHL, comme si le problème de l'Algérie est là aujourd'hui. Même si BHL a été invité ou s'est fait inviter au rassemblement de Rachad (contacté par téléphone, par nos soins, Rachad à qui nous avons laissé un message ne nous a pas rappelé pour confirmer ou infirmer l'information), l'on ne comprend pas les élucubrations du tract. Qu'on en juge : «Son rêve (à BHL) ? Mettre tout en œuvre pour parvenir à la dislocation du monde arabo-musulman, avec l'Algérie pour cible favorite.

D'ailleurs, il n'a pas hésité dans l'une de ses déclarations à avouer son souhait de : «Voir l'Algérie disloquée en plusieurs petits Etats». Et d'aller encore plus loin en déclarant : «La guerre des images a déjà commencé. Des simulations de manifestations en Algérie ont déjà été tournées en studio par Al Jazeera. Faire croire que l'Algérie est une dictature pour mieux la fragiliser. Voilà son objectif principal et celui des ennemis de l'Algérie.» Et pour finir, il faut que les citoyens comprennent que le pays va être en guerre, que des tentatives extérieures de déstabilisation (ah cet ennemi extérieur acteur de tous nos maux !).

Et ce collectif de battre le rappel de la nation : «Plus que jamais, les Algériennes et les Algériens restent vigilants face aux tentatives de déstabiliser leur pays, d'où qu'elles viennent. Ils rendront coup pour coup à tous ceux qui s'aventureront dans cette voie.» Reste une question sans réponse : qui se cache derrière ce collectif ?

K. B.-A.